COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.

SAMEDI 29 SEPTEMBRE 1979 — N° 37 — PRIX : ANTILLES 1,50F : FRANCE 2F

Editorial

DES "AIDES" DONT LES TRAVAILLEURS NE VOIENT GUERE LA COULEUR

Voila plus d'une semaine que les mesures prises par le conseil des ministres français en raison des dommages créés par le passage des cyclones ont été annoncées avec beaucoup de force par la presse.

Le journal France-Antilles en a fait ses gros titres. FR3 Guadeloupe a resservi cette même information dans plusieurs bulletins. Quant aux élus de droite, présidents des conseils régionaux et généraux en tête, ils ont chanté les louanges de leurs maîtres durant plusieurs jours, tellement ils étaient contents des cadeaux ...

A entendre ces commentateurs, décidément on aurait cru que tout était arrivé, ou allait l'être.

En particulier, les petits agriculteurs, les petites gens des campagnes qui ont perdu des fruits et légumes de leurs jardins, ceux pour qui les dégâts du cyclone signifient l'accumulation de difficultés immédiates, auraient pu croire que les choses s'arrangeraient rapidement pour eux...

Pour l'instant des informations éparses circulent dans les bourgs. Sur Basse-Terre, des chèques seraient arrivés chez certaines personnes.....

Le vague de l'information n'est pas un hasard. Comment les chèques sont arrivés, de quels montants sont-ils, comment ce montant est-il calculé ? Personn'en sait trop rien. L'administration pense-t-elle que ces quelques chèques mis en circulation rapidement permettront aux autres personnes d'"attendre patiemment" leur tour ? C'est bien possible. Même si ce tour ne vient jamais.

Mais combien encore mal informés n'ont rien déclaré. Ce sont souvent les gens les plus en difficulté qui n'osent pas se hasarder dans les bureaux où ils se font rabrouer si facilement. Pour ceux là aussi, les aides, si toutefois elles ont été réellement débloquées, resteront dans les caisses de l'administration, puis trouveront une toute autre utilisation (dans le soutien d'un poulain ou un vieux cheval de retour progouvernemental aux élections, par exemple !)

Les chiffres annoncés "en gros", en général et à tue-tête, ne correspondent pas à la réalité pour les familles de travailleurs. L'économie que soutient le gouvernement colonial, c'est celle des gros capitalistes propriétaires de terres ou autres.

Si la population laborieuse ne veut pas être l'éternel perdant il est nécessaire qu'elle exerce un contrôle serré sur toutes les opérations de répartition. Les travailleurs concernés peuvent demander la publication précise par commune des montants mis à la disposition des familles et aussi des sommes remises effectivement. Ils peuvent demander aussi l'ouverture de permanences dans les quartiers et les campagnes pour contrôler précisément ces opérations. Ils n'ont en effet aucune confiance à faire aux autorités, quelles qu'elles soient, car elles se sont toujours montrées plus aptes à magouiller avec les maigres sommes allouées plutôt qu'aider les familles à retrouver leurs biens ou du travail.

GUADELOUPE : *BLANCHET FERMEE ?* NON AUX LICENCIEMENTS !

La direction de la SIS vient de décider la fermeture de l'usine Blanchet à Morne-à-l'Eau. S'agit-il d'un nouveau chantage aux subventions et à l'aide, d'une décision irrévocable ?

Nous ne sommes évidemment pas dans le secret des dieux et ne pouvons expliquer tous les tenants et aboutissants de cette affaire.

Mais une chose est claire, c'est que les capitalistes ne sont plus satisfaits des profits que pendant des années et des années ils ont fait dans le secteur sucrier. Alors, actuellement, ils cherchent à monnayer le plus cher possible les terres dont ils disposent.

Le baron Empain un des plus gros capitalistes d'Europe, cherche à faire monter les enchères le plus haut possible.

Il s'agit de négocier avec l'état le montant du cadeau qui lui sera fait. C'est bien dans la façon des capitalistes de s'en sortir. On nous serine à longueur de journée (Giscard et Barre notamment) qu'il faut "faire des sacrifices", que "c'est la crise" etc...

Mais face à la crise, un travailleur est voué au chômage, tandis que Monsieur Empain discute, négocie, manœuvre pour obtenir le plus d'argent possible de l'état pour des terres que la SIS a eues pratiquement pour rien et sur lesquelles elle a amassé de colossaux profits depuis plus d'un siècle.

Tout cela est choquant, mais c'est dans la nature même du système capitaliste.

Aujourd'hui les travailleurs doivent être rejetés. Les terres seront vendues à des gens aisés, car les paysans pauvres, les ouvriers agricoles n'auront jamais les moyens de les acheter.

Usine Blanchet : connaitra-t-elle le sort de MARQUISAT, BONNE MERE, COMTE etc...?

Bien sûr la direction de la SIS parle d'embaucher une partie des travailleurs à Darboussier, de mettre l'autre partie en pré-retraite, mais elle même avoue que plus de 20 travailleurs seront purement et simplement jetés à la rue. En fait, il y en aura bien plus encore.

Quant à ceux qui seront repris à Darboussier ils seront en sursis car il semble que Darboussier devrait aussi fermer ses portes après la prochaine récolte.

Les petits planteurs de la région de Morne-à-l'Eau et Moule aussi sont menacés. Où livreront-ils leurs cannes, qu'à t on prévu pour eux ?

C'est donc toute une population qui est menacée, toute une région qui souffrira cruellement de la disparition de l'usine.

En juillet dernier après bien des tractations, après son chantage à la subvention, la SIS obtenait les crédits nécessaires pour faire fonctionner ses usines pendant une récolte encore. Aujourd'hui elle annonce la fermeture d'une usine. Le préfet, les

(Suite page 3)

MARTINIQUE : LES ELEVES REFUSENT L'ARBITRAIRE COLONIAL !

Ce qui se passe dans l'enseignement en Martinique est suffisamment important pour que au lycée de Trinité et au Lycée Technique les élèves se soient mis en grève le lundi 24. Par ailleurs, les grévistes de Trinité ont envoyé un télégramme au Conseil Général demandant la levée de l'inculpation des 15 de Trinité et la relaxe d'Albert Oscar, déjà condamné par la justice coloniale.

Car entamer une rentrée scolaire de cette manière est une véritable provocation. Que signifie en effet la condamnation d'Oscar et l'inculpation des élèves, des professeurs et d'un parent, de la Cité Scolaire de Trinité ? Il s'agit d'une véritable prime offerte aux racistes et aux colonialistes dans l'enseignement. Le pouvoir colonial dit ouvertement : « Ne vous inquiétez pas ! Vous êtes protégés ! Nous vous défendrons contre les réactions de vos victimes».

Entre Olivieri, agresseur raciste et Oscar, c'est le premier qui est absous, le second qui est condamné. De même, les Tribunaux ont décidé de poursuivre élèves et professeurs de Trinité d'après les plaintes déposées par des enseignants et des membres de l'administration, français en majorité, alors que jamais les incidents n'ont dépassé le stade de quelques échauffourées sans gravité.

Mais ce n'est pas seulement sa protection que le pouvoir colonial offre aux racistes en agissant ainsi. Le pouvoir veut faire un exemple vis à vis des anticolonialistes. Il veut leur montrer en revanche qu'ils n'ont à attendre de sa part que répression en tous genres et veut si possible les intimider.

Un tel calcul peut se révéler erronné. Car justement, la répression ne fait que montrer encore plus à découvert le caractère raciste de ce pouvoir et de sa justice. Loin d'intimider, elle ne fait que révolter contre l'iniquité et l'injustice profonde du système colonial. C'est en ce sens que les mouvements de Trinité et du Lycée Technique doivent être compris : en se mettant en grève ce jour-là, les élèves ont apporté leur solidarité à Oscar et aux inculpés et ils ont protesté contre l'arbitraire colonial.

Ces mouvements ont valeur d'avertissements pour le pouvoir colonial. La situation peut évoluer très vite si la justice ne se décide pas à faire machine arrière et relaxer tous les inculpés ainsi qu'Oscar. En tout cas, toute une fraction d'élèves n'est décidée ni à se laisser faire, ni à tolérer les bras croisés la condamnation de leurs camarades ou de leurs professeurs.

J. BRUEL

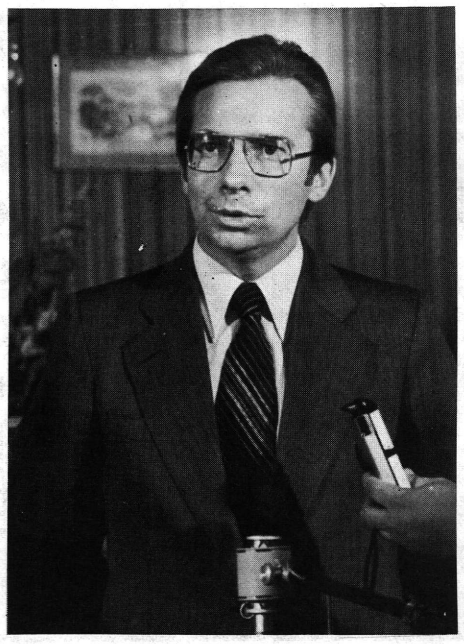
LES ELEVES DE TRINITE FACE AUX MESURES REPRESSIVES

Le lundi 24, les élèves du LEP et du lycée de Trinité ont fait une journée de grève avec leurs camarades du Lycée Technique de Fort-de-France pour exiger la levée de l'inculpation des 15 élèves, professeurs et parents d' élèves de la Cité scolaire de Trinité et pour obtenir la réintégration d'Albert Oscar, le professeur du LEP du Marin exclu de l'éducation pour avoir riposté à l'agression du proviseur Olivieri.

Les élèves ont raison de se solidariser avec les inculpés et avec Oscar, car ils s'opposent ainsi aux visées réactionnaires des colonialistes sur l'enseignement. L'Administration rectorale, ni un certain nombre de professeurs réactionnaires n'ont pu tolérer que des enseignants et des élèves se montrent dignes et fiers et se battent contre des racistes patentés.

C'est cette fierté et cette dignité qu'on essaie de briser, de réprimer aujourd'hui. En se mettant en grève les élèves de Trinité et du Lycée Technique montrent que cela ne sera pas facile.

DIJOUD : LE COLONIALISME SANS VERGOGNE



DIJOUD, la main sur le cœur, nous propose d'aller nous faire exploiter ailleurs

Dans son numéro du 18 septembre, le journal LE MONDE a publié un entretien avec le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, Dijoud. Les déclarations de ce dernier sont à l'image de l'auto-satisfaction du gouvernement français face à la situation pourtant déplorable dans les DOM-TOM, du moins pour la majorité des populations.

A entendre Dijoud, la départementalisation a résolu tous les problèmes des Antilles et de la Réunion. D'ailleurs, selon lui, "La France n'a plus d'ambition coloniale et ne reste dans aucun de ces départements et de ces territoires par la contrainte". Dijoud oublie certainement les milliers d'hommes de troupes, militaires ou gendarmes, maintenus, justement par la France, dans ce qu'on ne peut qu'appeler ses dernières colonies.

Mais au milieu de toutes les déclarations de Dijoud, on remarque que celui ci s'est davantage vanté de ses projets que des réalisations gouvernementales. Il a fait essentiellement des promesses : promesses pour un "plan vert" en Guyane, des aides pour le nickel en Nouvelle Calédonie (il ne précise pas s'il s'agit d'aides aux capitalistes du nickel), des secours pour le cyclone en Guadeloupe et en Martinique. Rien de très précis dans tout cela. Dijoud fait seulement savoir à tous que les propositions de son fameux colloque de Décembre 78 sont toujours à l'état de projets.

Lorsqu'elles sont plus précises, les déclarations de Dijoud sont pour le moins inquiétantes. Il réaffirme en effet que la situation de l'emploi ne sera pas modifiée aux Antilles avant longtemps, et donc qu' il ne faut pas pour cela compter sur le gouvernement français. D'ailleurs pour ce gouvernement cela ne constitue pas un problème. Pour lui : «il faut qu'ils (les Antillais et les Réunionnais) admettent de vivre une partie de leur existence en Métropole». Dijoud sait pourtant ce que cette émigration représente de souffrances pour celui qui est finalement obligé de partir. Il le rappelle d'ailleurs ouvertement dans ses déclarations au Monde. Mais le gouvernement n'envisage nullement de créer des emplois dans les DOM-TOM. Alors le jeune émigré devra se contenter des bonnes paroles de Dijoud selon lesquelles l'émigration n'est pas une "déchéance", un "asservissement", mais l'avantage particulier que la France réserve à ses citoyens. Vraiment Dijoud ne manque pas de culot !

Le but du gouvernement français dans les DOM-TOM n'est donc pas de réaliser ce que Dijoud appelle "un miracle économique". Tout au contraire, Dijoud précise, il aimerait pouvoir faire des économies aux Antilles. Il propose d'en faire sur le dos de ceux de ses fonctionnaires qui sont originaires des Antilles mêmes. Dijoud n'a pas de scrupules à déclarer qu'il conçoit des avantages "exceptionnels" (tels les 40%) pour les seuls fonctionnaires qui viennent de France. Cette dernière déclaration, admettant que le niveau de vie du Français aux Antilles doit être supérieur à celui d'un autochtone, est tout simplement raciste.

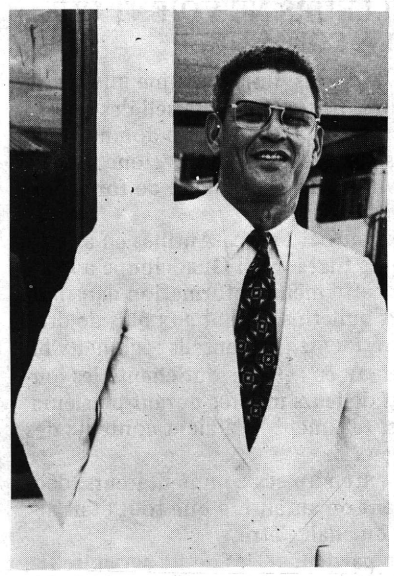
C'est bien là le colonialisme. Le même qui décide que le SMIC des Antilles doit être inférieur à celui de la France, alors même qu'il reconnait, et aujourd,hui encore, par la bouche de Dijoud, qu'"en général, les prix sont plus élevés outremer".

Dijoud a refait là un étalage des positions du colonialisme français. Il a rappelé que les problèmes des DOM étaient étudiés "au plus haut niveau de l'Etat". Cela dit bien que les décisions à 7000 km des Antilles, 13000 de la Réunion, sont loin des préoccupations et de la volonté des populations opprimées de ces pays qui n'ont elles aucun accès "au plus haut niveau de l'Etat".

Les frères Boutrin libérés

Les frères Boutrin ont été libérés à l'issue de leur procès aux Assises de Versailles qui s'est déroulé il y a une semaines.

Georges Boutrin a été acquitté tandis que Victor était condamné à 3 ans de prison dont 18 mois fermes, peine déjà accomplie lors de la détention préventive. Il s'agit là sans doute d'un verdict destiné à éviter tout rebondissement dans cette affaire, surtout que toute une campagne de presse de la droite s'était acharnée à faire des deux frères les meurtriers de Jalta, l'homme de main de Renard. Les jurés de Versailles ont d'autant moins suivi cette voie que les "preuves" qui auraient permis d'accabler les accusés étaient pour le moins inconsistantes.



Michel RENARD, patron de JALTA n'a pas été inquiété

A PROPOS DE L'ARRIVEE DE PERSONNEL FRANÇAIS AUX ANTILLES

Il y a quelque temps, en Martinique se déroulait une grève dans une grande Banque de Fort-de-France. Les employés réclamaient le remplacement des cadres français par des cadres antillais.

Cette grève remet en lumière de problème posé par l'arrivée de plus en plus importante de personnel français tant en Martinique qu'en Guadeloupe. Car dans bien des cas des Antillais,eux,se voient écartés purement et simplement des postes ou sont obligés d'émigrer.

Le problème se pose en particulier dans l'enseignement où chaque année des enseignants français occupent des postes au détriment des enseignants antillais. Il se pose aussi dans d'autres secteurs comme l'EDF, les PTT, FR3 et d'autres services départementaux. En milieu ouvrier par contre il est moins aigu quoique dans le bâtiment, depuis peu, on note, la présence de travailleurs français.

Cette situation commence à provoquer l'irritation et la colère chez beaucoup de personnes et les réflexions contre un tel état de choses deviennent de plus en plus courantes.

Il apparait clairement que le gouvernement français favorise de plus en plus d'une part l'émigration massive des jeunes vers la France et d'autre part l'installation de français aux Antilles. Il s'agit d'une évolution qui est encouragée en sous-main par l'administration. D'ailleurs les déclarations des dirigeants de cette administration coloniale ne trompent pas.

C'est ainsi que le recteur Chaudet déclarait que le gouvernement favorisait effectivement la venue d'enseignants français ici, car les enseignants antillais refusaient les postes situés dans certaines régions (côte-sous-le-vent ou dépendances), ou que ceux qui étaient en France refusaient de regagner leur pays ; il ajouta qu'il n'y avait pas suffisamment d'enseignants antillais munis du CAPES ou de l'agrégation. Ces arguments, non seulement sont faux, mais tout simplement racistes et méprisants. D'autant plus que l'administration refuse de titulariser la multitude de diplomés antillais toujours maîtres-auxiliaires.

Toute aussi méprisante fut la déclaration de Dijoud affirmant qu'une partie de la jeunesse antillaise devait se résoudre à passer une partie de sa vie en France....

Une forte communauté française, "blanche", bien implantée, une communauté de gens qui font venir leurs parents, leurs amis, qui construisent, achètent des terrains, des magasins, créent de petites entreprises, en un mot prospèrent et s'enracinent dans le pays tout en constituant un milieu à part de la population antillaise. Cette communauté est constituée de gens le plus souvent méprisants à l'égard de la population antillaise. En tout cas, elle a des intérêts et des comportements qui en général ne la rapprochent pas des antillais.

Le simple fait que la couleur de la peau - être blanc - soit acceptée comme moyen d'avoir des avantages ou des situations privilégiées par rapport aux autochtones, est source de tension.

On comprend que des travailleurs antillais soient furieux parce qu'ils voient des antillais partir, s'exiler pour chercher du travail pendant que des français, fonctionnaires ou pas, s'installent et trouvent des emplois.

On entend, en réponse à ce mécontentement, que si les antillais "manquent de formation", "ne savent pas faire certaines choses" ou "travaillent mal" !

Le problème serait alors celui de former les travailleurs pour les emplois que d'autres viennent occuper avec la bénédiction de leur gouvernement (dont ils se font ainsi les complices).

Du reste dans le domaine de l'enseignement, qui est aujourd'hui d'actualité, invoquer l'argument de "la formation" relève de la plus complète mauvaise foi. Des générations d'intellectuels ont été formées dans des écoles par des enseignants antillais et ces intellectuels - ingénieurs, médecins, juristes etc... sont allés en France dans les mêmes école que les étudiants français. Ils ont obtenu leurs diplômes dans les mêmes conditions que ceux ci. Il n'y a pas de meilleure preuve que avec ou sans agrégation, pendant des années, des enseignants dévoués et intelligents ont rempli leur rôle.

Les arguments de monsieur Chaudet (le recteur) sont donc tout à fait mal venus.

Les travailleurs antillais, ceux de l'industrie, du commerce, des petites entreprises ou de l'enseignement, ou d'autres services publics ont tout à fait raison de vouloir travailler dans leur propre pays. Ils ont tout à fait raison de vouloir y travailler en priorité. Les hypocrites déclarations de M. Dijoud, et d'autres ministres de l'Education Nationale, sur le racisme qu'il y aurait à la base d'un tel désir sont la marque,une fois de plus, de l'arrogance d'un pouvoir qui domine la situation et est sûr - croit-il - de l'impunité.

Car le racisme et l'injustice ce n'est pas que des travailleurs d'un petit pays sous développé de surcroit souhaitent pouvoir y vivre décemment. C'est le fait que fonctionnaires ou autres catégories - ouvriers ou pas - se placent sous le parapluie du pouvoir colonial qui est injuste et frise souvent le racisme et la discrimination.

Pour un travailleur français ou un fonctionnaire travailler dans la colonie est générateur de privilège et bien souvent le simple fait d'être de la nationalité ou de la race du colonisateur les pousse à faire bloc avec lui.

Evidemment le seul moyen de ne pas jouer ce jeu là serait que les français - en particulier - refusent de venir travailler ici - sauf pour assurer des tâches pour lesquelles il n'y a pas de gens qualifiés sur place. Et même dans ce cas ces travailleurs devraient s'engager, eux, à former dans leur partie des travailleurs antillais, qui pourraient alors - au bout de quelques temps - les remplacer.

Les travailleurs français qui sont ici devraient comprendre ce problème. Ils devraient se battre dans le milieu "blanc" pour dire cela. Et cela signifierait que eux-mêmes profitent de leur séjour pour initier à leur propre technique et à leur méthode de travail d'autres travailleurs antillais. Nous ne militons pas pour chasser des travailleurs français des Antilles, mais pour en chasser l'impérialisme français.

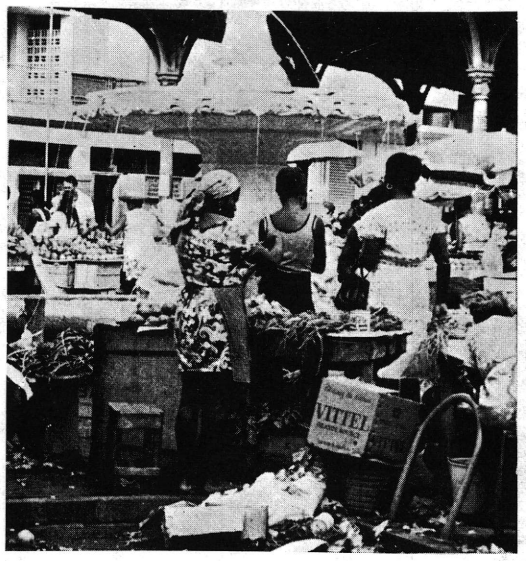
Mais compte tenu de la situation créée actuellement et celle qui viendra inévitablement, il est à peu près certain qu'une partie des français récemment débarqués ou sans liens personnels avec la population antillaise devront partir devant la montée du mécontentement populaire. Mais si dès aujourd'hui ces travailleurs ou fonctionnaires reconnaissaient la justesse des revendications des travailleurs antillais, s'ils participaient eux mêmes dès maintenant à la formation et à l'avancement technique de ces travailleurs sans chercher à les écraser de leur "supériorité occidentale" ils créeraient des liens qui pour l'avenir des relations entre travailleurs français et antillais seraient extrêmement bénéfiques.

Car les Antilles dirigées par les travailleurs seront, demain, ouvertes à tous les travailleurs quels qu'ils soient, d'où qu'il viennent. Ce que nous refusons aujourd'hui ce sont les manœuvres du gouvernement pour freiner notre lutte et reculer les échéances. Nous combattons - bien évidemment - tout ce qui est obstacle sur notre chemin. Parce que de toute façon quoi que fasse aujourd'hui le pouvoir et quoi que disent les Dijoud de service, après bien d'autres, les peuples des Antilles arracheront de gré ou de force leur indépendance.

IL EST POSSIBLE D'ORGANISER LA SURVEILLANCE DES PRIX

La hausse infernale des prix, c'est une préoccupation importante des familles en Guadeloupe et Martinique. D'ailleurs ce n'est pas nouveau. Les magasins à grande surface qui reçoivent pourtant de la marchandise en gros stock et qui sont organisés rationnellement, sont devenus, pour certains, les maîtres à brouiller les cartes dans ce domaine. Ainsi dans la même semaine on trouve un même article à des prix différents de plus de 5F entre Nouvelles-Galeries et Prisunic-Raizet ou Escale ou un autre. Ou bien encore on trouve 2, voir 3 prix différents sur un même article, ce qui signifie que les prix des stocks déjà rentrés en magasin et estimés, sont manipulés sans aucune retenue.

Alors les arrêtés préfectoraux de blocage des prix en Guadeloupe et Martinique, le moins que l'on puisse dire, c'est qu'ils arrivent un peu tard. De plus les gros commerçants, habitués à faire ce qu'ils veulent dans la fixation de leurs prix, peuvent une fois de plus brouiller les cartes, attendre quelques jours pour augmenter leurs prix, ou bien encore augmenter certains articles et pas d'autres. Bref, ils ont plus d'un tour dans leur sac et on les connait comme étant plus âpres aux profits, que soucieux de respecter les décrets.



C'est bien pourquoi, il appartient à la population d'être méfiante et d'exercer elle-même un contrôle efficace sur ces messieurs.

Il y en a assez. Il est temps pour les travailleurs de prendre les choses en main.

Et dans ce domaine, cela est possible et même relativement facile avec un peu de volonté.

Il est en effet possible aux hommes et aux femmes qui font leurs courses régulièrement de noter les prix des articles les plus courants avec précision (nom de magasin, date d'achat, marque de l'article, poids). En se regroupant entre voisins ou sur les lieux de travail, il est simple aussi, si on le veut de comparer ces prix, et donc de suivre leur évolution. Et au premier dérapage, refuser l'augmentation, faire pression sur la direction du magasin concerné. On peut aussi, pourquoi pas, mettre en avant l'arrêté préfectoral de blocage des prix. Ce serait donc de véritables "comités de surveillance des prix" populaires qui dénonceraient les manipulations des prix et se chargeraient de mobiliser la population contre cette hausse des prix qu'on veut nous faire accepter sans broncher.

Ce serait assurément une bonne manière de freiner la hausse des prix et non seulement durant quelques semaines après le cyclone, mais aussi les mois qui suivent lorsque toutes les administrations préfectorales se tairont. Voilà en effet trop longtemps que la population se fait arnaquer par les gros capitalistes de l'import-export.

MAX MARTIN AU PILORI !

Suite aux explications confuses que leur avait donné Martin le 17, concernant la reprise du travail et le paiement des congés payés, le vendredi 21, de nombreux travailleurs de la SCEFA- SCEPLAG se sont rendus à Marquisat, siège de la société. Personne ne les a reçus. Le samedi matin ils étaient encore plus nombreux. Le ton monte d'un cran. En effet Martin fut contraint de venir s'expliquer devant les travailleurs. Ceux-ci exaspérés par son comportement, son arrogance et surtout son mépris le bousculèrent. Il dut rester au soleil de 7H à 12H en compagnie des travailleurs. Certains pensaient qu'il fallait "lui faire le coup de Descamps", ce représentant du patronat usinier que les travailleurs de la canne avaient attaché à un poteau au soleil en 1946, pour l'obliger à donner satisfaction à leurs revendications.

Et là, encore une fois Max Martin prétendit ne pas avoir d'argent pour payer les congés payés, congés pour le paiement desquels il avait donné des chèques sans provision à plusieurs travailleurs. Concernant la reprise du travail, il déclara attendre les subventions de la préfecture. Par ailleurs, il refusa de signer l'imprimé envoyé par la CAF aux travailleurs pour leur permettre de percevoir les allocations familiales et les 700 F versés aux travailleurs privés d'emploi. Alerté, le Maire de la commune, promit d'intervenir au niveau de la préfecture. Un nouveau rendez-vous fut pris pour le mardi 25, dans la matinée. Et ce n'est finalement que dans l'après-midi que Martin se présenta sur l'insistance d'un de ses employés. Il déclara avoir peur, suite à ce qui s'était passé le samedi.

Encore une fois rien n'a été réglé. Il a promis une réponse définitive pour le vendredi 28.

Les travailleurs de SCEFA-SCEPLAG ont montré leur détermination. Mais MARTIN continue à biaiser. Il compte sur le découragement de ceux-ci. Car en fait il a très probablement un plan en tête. Il n'est absolument pas question en effet que la société arrêté ses activités. Par ailleurs des bruits commencent à circuler concernant le licenciement de 150 à 200 travailleurs sur les 300 qui travaillent actuellement à la SCEFA-SCE PLAG. Il est bien évidemment pas question pour les travailleurs de marcher dans cette affaire.

C'est donc en continuant leur mobilisation, en se consultant pour déterminer un plan de combat que les travailleurs de la SCEFA-SCEPLAG pourront déjouer tous les les mauvais coups que Martin prépare contre eux.

CENTRE-AFRIQUE
BOKASSA RENVERSÉ- LA FRANCE CHANGE DE VALET !

Jeudi 20 septembre, le sinistre empereur Jean Bedel Bokassa était renversé par un coup d'état perpétré par son principal conseiller David Dacko, ex président de la république de Centrafrique.

Il ne fait maintenant aucun doute que tout le scénario a été préparé et exécuté de bout en bout par le gouvernement français. Mieux, David Dacko lui même a déclaré qu'il est arrivé à Bangui avec les parachustistes français dans un avion, le soir du coup d'état.

Ainsi, le gouvernement français a choisi de se débarasser d'un allier servile mais par trop encombrant. Il le remplace aujourd'hui par un autre pantin dont la fidélité lui est tout aussi acquise.

Quant à Bokassa, il a finalement pu trouver asile chez un autre dictateur (la France aidant), Houphouet Boigny, en Côte d'Ivoire.

C'est semble t-il à la suite de son dernier massacre, celui des écoliers de Bangui que Bokassa Ier est tombé en disgrâce auprès du gouvernement français. Ce n'est pas le massacre lui même qui a gêné le gouvernement français mais plutôt la publicité qui en a été donnée.

Ce massacre vient en effet à la suite d'une longue série d'autres massacres tous aussi atroces les uns que les autres.

Bokassa qui s'était sacré empereur, était bien connu pour sa folie des grandeurs et surtout pour la cruauté de sa répression contre les opposants politiques et contre la population en général.

Non seulement les pitreries de ce bouffon sanguinaire ne dérangeaient pas les dirigeants de l'impérialisme français mais ceux-ci poussaient le cynisme jusqu'à faire l'éloge du dictateur. Il nouait des liens étroits avec De Gaulle qui parlait du "soudard",Bokassa le lui rendait bien puisqu' il l'appelait "mon père" et il ira pleurer sur sa tombe. Quant à Giscard, il lui donnait du "cher parent".

UN PRODUIT DE L'IMPERIALISME :

C'est d'ailleurs la France qui l'a formé dans son armée et c'est encore elle qui l'a porté au pouvoir par un coup d'état le 31 décembre 1965. Et depuis, le gouvernement français a été complice de toutes les comédies et de toutes les exactions commises par ce tyran. Elle est même allée jusqu'à financer son couronnement en décembre 1977.

POUR LE PLUS GRAND PROFIT DES CAPITALISTES

Il faut dire que malgré ses écarts de conduite Bokassa était fidèle et dévoué serviteur. Sous son règne les grosses sociétés françaises ont pu continuer la mise en coupe réglée du pays. Ainsi la Compagnie Forestière Sangha-Oubangui dont le président a été pendant quarante ans Edmond Giscard d'Estaing, père de l'actuel président de la République Française,a après l'indépendance et sous la dictature de Bokassa continué son exploitation. Cette société a été relayée par la suite par d'autres sociétés françaises comme Bois Déroulé Océan. La culture et la récolte du tabac de Centrafrique sont principalement le fait du SEITA et de ses filiales. Il y a aussi en Centrafrique les richesses du sous-sol : l'uranium, les diamants ... Bokassa garantissait aux grosses sociétés capitalistes le libre accès pour l'exploitation de ces richesses. C'est le cousin de Giscard, Jacques Giscard d'Estaing qui a négocié un accord pour le compte de la Compagnie française des minerais d'uranium du groupe Rothschild, du commissariat à l'énergie atomique et d'un groupe suisse.

Sur le plan politique aussi l'impérialisme français y trouvait aussi son compte. Bokassa était son principal soutien politique en Afrique. Il était inconditionnellement de son côté dans tous les mauvais coups.

DAVID DACKO : UN SERVITEUR QUI A DEJA FAIT SES PREUVES.

Cette chasse gardée pour grosses sociétés capitalistes, ce soutien politique, le gouvernement français entend bien le conserver avec le nouveau dictateur. C'est lui qui, en fait l'a conduit au pouvoir. Des contacts avaient été pris entre le gouvernement français et David Dacko, avant le coup d'état, et c'est pour protéger son installation que le gouvernement français a aussitôt envoyé des parachutistes. Ce David Dacko qui remplace aujourd'hui Bokassa a derrière lui une longue carrière au service de l'impérialisme français.

En 1959, à la suite de la mort , dans un douteux accident d'avion, du premier président de Centrafrique après l'indépendance, David Dacko devenait président à son tour. Son régime était celui de la corruption et Bokassa n'aura aucun mal à le renverser en 1965. David Dacko après avoir été écarté pendant 10 ans reviendra à la surface en tant que premier conseiller personnel de Bokassa en 1976. A ce titre il a participé aux côtés de Bokassa à de fructueux trafics, notamment sur les importations de ciments et les exportations de café. David Dacko a autant de sang sur les mains que Bokassa. De plus, il est significatif qu'un de ses premiers gestes politiques fut de déclarer vouloir nouer des relations diplomatiques avec le régime raciste d'Afrique du Sud, bien qu'il a prétendu par la suite qu'il s'agissait d'une bonne blague. Décidément, ces valets à la solde du gouvernement français ne reculent devant rien ni devant les déclarations les plus réactionnaires, ni devant le ridicule.

Aujourd'hui, David Dacko est soutenu par des gens qui hier encore étaient ministres de Bokassa.

Voilà ce qu'est l'impérialisme français. C'est le colonialisme sous d'autres formes. Quand les pays africains étaient directement sous la tutelle coloniale comme le sont actuellement la Guadeloupe et la Martinique le gouvernement français procédait par des mutations administratives pures et simples. Aujourd'hui, ces Etats sont réputés indépendants, il organise des coups d'Etat mais tout cela pour continuer la même politique.

Noël Cantius

BLANCHET ... (suite de la page 1)

conseillers généraux font semblant de s'y opposer,mais les préfets, les conseillers généraux, les élus en général ont-ils jamais pu empêcher la fermeture d'une usine ? Jamais. Toutes celles qui ont fermé ont été fermées contre l'opposition verbale des conseillers généraux.

S'ils le veulent, les travailleurs de Blanchet peuvent s'opposer à ce qu'on se débarrasse d'eux, tout simplement, après les avoir exploités pendant des années. Ils peuvent se mobiliser, mobiliser la population de Moule, Morne-à-l'Eau et organiser un puissant mouvement de protestation. Mais pour s'attaquer aux usiniers et à l'état qui les protège. Les travailleurs doivent se faire entendre très très fort. Ils doivent inspirer la peur à tous : préfet, usiniers, élus. Tous ces gens, et en particulier les capitalistes, ne comprennent que la langue de la force. Ils ne cèderont pas devant un petit mouvement, timide ou sans envergure. A Morne-à-l'Eau, des comités dirigés par des partis politiques et des notables se sont constitués contre la fermeture des usines, mais si les travailleurs veulent vraiment se battre ce n'est pas en comptant sur ces comités qu'ils peuvent le faire, mais en comptant avant tout sur leurs propres forces. Dans le passé, aucun élu, aucun notable, aucun comité n'a pu se battre pour faire payer les patrons quand ils ont fermé les usines.

Les travailleurs ont intérêt à se méfier de ceux qui défendent dans cette affaire leurs propres intérêts politiques, électoraux, leur image de marque, mais qui au fond se fichent pas mal de l'organisation de la lutte, des problèmes, des succès ou des échecs des travailleurs. Si les travailleurs touchés par la fermeture de Blanchet ne se décident pas à prendre les patrons à la gorge et la serrer bien fort, s'ils ne comptent pas eux mêmes avant tout sur leurs propres forces, personne ne se battra à leur place et encore moins les conseillers généraux, maires ou autres notabilités.

Quant aux travailleurs des autres usines ils ont intérêt à soutenir à fond leurs camarades de Blanchet car demain peut être ce sera leur tour d'être licenciés, en particulier à Darboussier. Il est possible d'organiser un mouvement d'ensemble dans toutes les usines de la Guadeloupe. Il est possible de faire céder les patrons de la SIS. Pourquoi serait-ce toujours aux travailleurs de payer pour eux ? Pourquoi ne paieraient-ils pas, eux ? Eh bien ! les travailleurs peuvent faire payer les patrons en se battant.

IL Y A 30 ANS : LA REVOLUTION CHINOISE

Il y a trente ans, le 1er octobre 1949, le parti communiste chinois, avec à sa tête Mao Zedong, s'emparait du pouvoir et fondait la République Populaire de Chine. Cet évènement marquait un tournant décisif dans l'histoire de ce pays. Car la victoire de Mao Zedong sur Tchang Kai-chek n'était pas une simple succession, un changement de dynastie comme il s'en produisit pendant des siècles en Chine. Cette victoire signifiait pour des centaines de millions de paysans la fin de la famine, du pouvoir exorbitant des seigneurs féodaux. C'était aussi la fin de la domination directe de l'impérialisme sur le pays.

Mais cette révolution, pour populaire qu'elle ait été' et bien qu'ayant à sa tête un parti se disant communiste, n'en mérite pas pour autant d'être qualifiée de "socialiste", voire "communiste".

Le moteur de cette révolution furent les armées paysannes, à la tête desquelles se trouvaient des petits-bourgeois intellectuels, radicaux certes, mais dont la perspective n'était nullement la prise du pouvoir par les travailleurs. Mao Zedong lui même, en 1939, précisait : «La pointe de la révolution ne doit pas être dirigée contre le capitalisme en général et contre les propriétés privées capitalistes, mais contre l'impérialisme et les monopoles féodaux. En conséquence, la nature de la révolution chinoise au stade actuel n'est pas celle du socialisme prolétarien,mais la démocratie bourgeoise».

C'est donc bien une révolution bourgeoise que l'on a affaire. Les mesures et le langage radical adoptés par les dirigeants chinois à partir du début des années cinquante, le rapprochement avec l'URSS, sont avant tout une réaction face au blocus imposé par l'impérialisme américain à partir de cette période, et qui durera plus de vingt ans.

Chinois et Américains : on trinque à l'amitié retrouvée

Mais depuis le rapprochement avec les Etats-Unis, qui après la visite de Nixon à Pékin en 1972 n'a cessé de se confirmer, l'attitude de la Chine dans bien des domaines est révélatrice. Premier pays à reconnaitre le régime sanglant de Pinochet au Chili, soutenant la dictature pakistanaise contre le peuple du Bengladesh en lutte pour sa liberté, entrainant en Angola les troupes du FNLA, mouvement soutenu par l'impérialisme US et l'Afrique du Sud raciste, nombreux sont désormais les exemples montrant que les dirigeants chinois n'ont rien de révolutionnaires socialistes. En Chine même, et quoique le régime représente un progrès incontestable par rapport à la pourriture existant sous Tchang Kai-chek, les masses ouvrières et paysannes n'exercent aucun contrôle sur l'appareil d'état.

Malgré l'étiquette "communiste" dont il est d'usage de parer le régime de Pékin, la classe ouvrière chinoise a donc un combat à mener : lutter pour la mise en place d'un véritable pouvoir des travailleurs.

Max RODON

Assassinat de Goldman: Des ennemis du mouvement ouvrier

Jeudi 20 septembre, Pierre Goldman a été abattu par 3 inconnus dans le 13ème arrondissement de Paris. Cet attentat a fait la une de toutes les éditions du soir en France.

Pierre Goldman avait en effet déjà fait parler de lui à plusieurs reprises : comme militant d'extrême-gauche, comme auteur de plusieurs agressions à main armée et condamné par erreur à la prison à perpétuité pour l'assassinat des deux pharmaciennes de la rue Richard-Lenoir, ainsi que comme écrivain du livre "Souvenirs obscurs d'un juif polonais né en France", sorte d'autobiographie.

Son jugement avait remué l'opinion publique et son innocence fut démontrée.

Le meutre de Pierre Goldman a été revendiqué moins d'une heure après par un commando "Honneur de la Police". Cela a donc suscité beaucoup de réactions ; des organisations de gauche et d'extrême gauche ont organisé dès le lendemain une manifestation pour réclamer l'arrestation immédiate des assassins.

S'ils l'ont tué parce qu'il était juif, ce sont des racistes, si c'est parce qu'ils le considéraient comme un gangster impuni, ce sont des nostalgiques de la justice bourgeoise, s'il est mort à cause de ses idées, ses assassins sont hostiles à la classe ouvrière.

En tout cas, les travailleurs n'ont pas intérêt à tolérer ces assassins, car ceux-ci ne manqueront pas de se retourner contre eux demain.

LA FIEVRE JAUNE : LA SOCIETE MALADE DU CAPITALISME

(ARTICLE EXTRAIT DE L' HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE FRANCAIS "LUTTE OUVRIERE")

Pauvre Giscard ! A peine avait-il émis le vœu hypocrite, à la télé, qu'on «s'attaque à une question qui s'appelle l'arrogance de l'argent», que l'argent en question, celui que possèdent les bourgeois de ce pays, se manifestait dans toute son arrogance.

D'abord, par la flambée de l'or. Si l'or grimpe, si le prix du lingot a pu augmenter de quelque 2.000 F en deux jours, et doubler en un an, c'est qu'il y a des clients pour l'acheter. C'est que ces gens-là ont les moyens, comme on dit. Et inutile de dire que ce ne sont pas des travailleurs.

Et puis nouvel assaut d'arrogance, "Le Canard Enchainé" publiait la feuille d'impôts de Dassault et révèlait la fortune bien carrée de cet industriel, très estimé dans les milieux gouvernementaux : 2,4 milliards d'anciens francs annuels de revenus, soit l'équivalent du salaire annuel de 1.090 smicards !

Alors oui, l'argent est là, bien provocant. et cela n'empêche pas Barre et Giscard d'expliquer depuis des mois aux travailleurs qu'il leur faut consentir des sacrifices, accepter de payer plus de cotisation de Sécurité Sociale, plus de frais de transport, de loyer... sans revendiquer d'augmentations de salaire. Ce serait nécessaire pour que les entreprises accumulent plus de profits, qu'elles puissent donc investir, et donc créer des emplois qui résorberaient le chômage. La santé des entreprises serait la santé nationale.

Mais la «santé des entreprises», ça n'existe pas. Ce qui existe, ce sont les profits des bourgeois et des capitalistes qui en sont les propriétaires ou les actionnaires. Et il n'est pas vrai que ces bénéfices des capitalistes servent à créer des emplois. Même s'ils étaient investis, ce ne serait pas forcément le cas, car bien souvent, quand les capitalistes investissent, c'est pour "rentabiliser" les entreprises, comme ils disent, et cela aboutit à supprimer des emplois.

Mais en outre, dans la situation actuelle de crise, comme la concurrence se fait de plus en plus dure, les bourgeois sont de plus en plus méfiants devant les investissements. S'équiper pour pouvoir produire plus, alors qu'ils ne sont pas sûrs que la vente de leurs produits leur rapporte suffisamment de profits, cela ne les intéresse pas.

Alors, tout ou partie des bénéfices qu'ils extorquent à leurs salariés, les bourgeois petits ou grands les convertissent en quelque chose qu'ils estiment plus sûr, ce qu'ils appellent des «valeurs refuges» : la pierre, l'or, en attendant des jours meilleurs.

Et voila pourquoi l'or flambe. Cette nouvelle ruée vers l'or de la bourgeoisie des grands pays industriels est une conséquence de la crise économique mondiale, du rétrécissement du marché et de l'instabilité des monnaies. C'est un symptôme que le système est malade. Mais c'est un symptôme surtout, que les bourgeois en chair et en os, eux, se défendent bien contre la maladie. Ils n'investissent plus ; ils thésaurisent, spéculent, mais conservent leurs biens, au détriment du progrès économique et social.

Et Giscard et Barre les laissent faire. Ils sont à leur botte. Ces valets des capitalistes savent bien que la crise actuelle rend improbable une relance réelle des investissements. Mais ils font quand même des cadeaux aux capitalistes «pour investir», disent-ils en mentant. Ils leur permettent quand même de faire de petits profits en libérant les prix commerciaux et industriels. Et tout cela, en puisant toujours plus dans la poche des travailleurs et des petites gens.

On voit ainsi Giscard, un bourgeois dont le revenu personnel avoué s'élève à 100 millions d'anciens francs par an, venir justifier à la télé qu'il est normal qu'un salarié gagnant quelque 3.000 F par mois voit encore son salaire amputé de 40 F du fait de la hausse des cotisations de Sécurité Sociale. On voit ainsi des patrons comme Dassault, qui empochent à eux tout seuls l'équivalent de ce que gagnent des centaines de smicards, prêcher l'austérité.

C'est indécent. Mais ce n'est pas surprenant. C'est dans la logique d'un système économique qui permet à une petite minorité de posséder tout l'appareil de production du pays, et d'exploiter la grande majorité de la population.

Et la seule question, c'est de savoir combien de temps nous supporterons cela. Car les travailleurs continueront à faire l'essentiel des frais de la crise tant qu'ils ne se décideront pas à taper tous ensemble du poing sur la table.

Arlette LAGUILLER

A NOS LECTEURS

En raison de l'importance de l'actualité, nous reporterons à la prochaine parution la suite de l'article " Réponse à quelques arguments départementalistes".

Nous prions nos lecteurs de nous en excuser.

DOMINIQUE : LE GOUVERNEMENT VEILLE SUR LES BIENS DES RICHES LES PAUVRES, EUX, SE DEBROUILLENT

La population de Roseau, capitale de la Dominique, a subi de plein fouet les effets du cyclone David. Les dégâts furent considérables, et la plus durement touchée fut, bien sûr, la partie la plus déshéritée de la population.

Dans la semaine qui suivit le cyclone, les préoccupations prioritaires concernèrent le logement et la nourriture. Ceux dont la case n'était que partiellement endommagée se procurèrent comme ils purent des tôles et autres matériaux pour réparer au plus vite. Certains réussirent même à refaire entièrement leur case.

Concernant la nourriture, les bons distribués par le gouvernement étaient nettement insuffisants. C'est ainsi que pour 3 personnes, on donna à une ménagère en une semaine : 4 pommes de terre, 1 petit paquet de biscuits, 1 kg de sucre, un peu de hareng saur, 3 kg de farine, 1 boite de haricots et 18 œufs (qu'on fut obligé de distribuer en masse avant qu'ils ne se gâtent). Cela ne suffit évidemment pas pour satisfaire les besoins, et si la plupart des gens ne s'étaient pas "débrouillés" pour faire quelques réserves, la situation serait insoutenable. Il va sans dire que lesdites réserves ne sont pas inépuisables, et que dès le mois prochain, les problèmes deviendront plus aigus, comcompte tenu du fait que les légumes et les fruits, presque entièrement détruits par le cyclone, resteront rares sur les marchés.

L'activité économique commence à raprendre, mais elle consiste surtout à réparer les dégâts, plutôt qu'à assurer une production.

On le voit, la situation n'est guère réjouissante pour la population laborieuse, d'autant que le gouvernement se manifeste surtout par son incapacité et est plus prompt à réprimer qu'à organiser le redressement. Ainsi, le couvre-feu est instauré à Roseau jusqu'en décembre ce qui signifie qu'il est interdit de sortir en ville entre 20 H et 6 H du matin. Ces mesures sont destinées avant tout à protéger les biens des capitalistes, en particulier des gros commerçants qui s'estiment menacés par la population.

Le gouvernement de Seraphin, comme celui de Patrick John, montre bien de quel côté il se trouve : celui des possèdants, face aux travailleurs et aux pauvres.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :
G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance :
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
Combat Ouvrier
B.P. 145
75023 PARIS CEDEX

Impression
CIF Pointe-à-Pitre
Commission paritaire
N° 51728